

FAIRE DE LA COHÉSION SOCIALE UNE ARME DE RÉSILIENCE À L'EXTRÉMISME VIOLENT_H2R

GRAAD Think Tank;

;

© 2021, GRAAD THINK TANK



This work is licensed under the Creative Commons Attribution License (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/legalcode>), which permits unrestricted use, distribution, and reproduction, provided the original work is properly credited.

Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/legalcode>), qui permet l'utilisation, la distribution et la reproduction sans restriction, pourvu que le mérite de la création originale soit adéquatement reconnu.

IDRC Grant/ Subvention du CRDI: 109157-001-Economic opportunities for youth empowerment and resilience to violent extremism in Burkina Faso



GRAAD

Groupe de recherche et d'analyse
appliquées pour le développement



Faire de la cohésion une arme de résilience à l'extrémisme violent ?

Analyses et options de politique
Atelier de lancement du projet H2R

Ziniaré, le 19 février 2021



IDRC • CRDI

International Development Research Centre
Centre de recherches pour le développement international

Avant-propos

Ce rapport a été élaboré dans le but d'alimenter les échanges entre les autorités, les chercheurs et les partenaires stratégiques lors de l'atelier de lancement du projet de recherche sur les liens entre « *les opportunités économiques des jeunes et la résilience à l'extrémisme violent au Burkina Faso* ». Il est issu de l'exploitation de la base des données collectées dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet. Il s'agit donc de résultats d'analyses préliminaires tirées de cette recherche.

Dans la pratique, il vise à poser les bases et à susciter les réflexions sur les moyens de faire de la cohésion sociale une arme de résilience à l'extrémisme violent en général, et pour les jeunes en particulier. A terme, ces réflexions devraient conduire à des propositions d'options de politique visant à faire reculer l'extrémisme violent, à promouvoir la paix et la stabilité au Burkina Faso.

Sigles et abréviations

Sigles	Définition
BAD	: Banque Africaine de Développement
CONASUR	: Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation
GAT	: Groupe Armé Terroriste
GRAAD	: Groupe de Recherche et d'Analyse Appliquées pour le Développement
MATDC	: Ministère de l'Administration Territoriale de la Décentralisation et de la Cohésion Sociale
OIT	: Organisation Internationale du Travail
OLST	: Organisation Living Safe Together
ONU	: Organisation des Nations Unies
OSCE	: Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe
PDI	: Personnes Déplacées Internes
PED	: Pays En Développement
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
REJE	: Résilience des Jeunes à la violence
UE	: Union Européenne
UNICEF	: Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
UNOCA	: Bureau Régional des Nations Unies pour l'Afrique Central
UNOWAS	: Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel

Liste des tableaux

Tableau 1 : Principales clefs de calcul de la taille de l'échantillon	7
Tableau 2 : Répartition de l'échantillon à enquêter	7
Tableau 3 : Répartition de l'échantillon selon le nombre et le type de communes	7
Tableau 4 : Indice moyen des dimensions de la cohésion sociale	9
Tableau 5 : Indice moyen de cohésion sociale selon le sexe de l'enquêté.e	9
Tableau 6 : Indice moyen de cohésion sociale selon la catégorie d'âge de l'enquêté.e	9
Tableau 7 : Indice moyen de cohésion sociale selon le niveau d'instruction de l'enquêté.e	10
Tableau 8 : Indice moyen de cohésion sociale selon la catégorie socio-professionnelle de l'enquêté.e	10
Tableau 9 : Indice moyen de cohésion sociale selon les régions	11
Tableau 10 : Indice moyen de cohésion sociale selon le type de région	11
Tableau 11 : Indice moyen de cohésion sociale selon le type de milieu	11
Tableau 12 : Indice de cohésion sociale par catégorie de résilience	12
Tableau 13 : Statistiques descriptives des variables	20
Tableau 14 : Résultats d'estimation de la résilience à l'extrémisme violent	24

Liste des Graphiques

Graphique 1 : Radicalisation des jeunes.....	13
Graphique 2 : Avis de radicalisation des jeunes selon le sexe.....	13
Graphique 3 : Radicalisation des jeunes selon la catégorie d'âge	14
Graphique 4 : Avis de radicalisation selon le niveau d'instruction	14
Graphique 5 : Avis de radicalisation selon l'occupation	15
Graphique 6 : Répartition des enquêté.e.s par catégorie de résilience à l'extrémisme violent	16
Graphique 7 : Résilience à l'extrémisme violent selon le sexe de l'enquêté.e	16
Graphique 8 : Résilience à l'extrémisme violent selon la catégorie d'âge	16
Graphique 9 : Résilience à l'extrémisme violent selon le niveau d'instruction.....	17
Graphique 10 : Résilience à l'extrémisme violent selon le niveau d'instruction.....	17
Graphique 11 : Résilience à l'extrémisme violent selon la catégorie socio-professionnelle	18
Graphique 12 : Résilience à l'extrémisme violent selon le milieu de résidence	18
Graphique 13 : Résilience à l'extrémisme violent selon le type de région.....	19
Graphique 14 : Résilience à l'extrémisme violent selon la consommation de substances psychotropes	19
Graphique 15 : Répartition des enquêté.e.s selon la région	ii
Graphique 16 : Répartition des enquêté.e.s selon le type de zone	ii
Graphique 17 : Répartition des enquêté.e.s selon le milieu de résidence	ii
Graphique 18 : Répartition enquêté.e.s selon le sexe de l'enquêté	iii
Graphique 19 : Répartition des enquêtées selon l'âge	iii

SOMMAIRE

Avant-propos	I
Sigles et abreviations	II
Liste des tableaux	III
Liste des graphiques	IV
1. Introduction	1
2. Objectifs de la recherche	2
3. Cadre conceptuel et methodologique	2
3.1. Cadre conceptuel	2
3.2. Méthode de collecte des données	6
4. Resultats	8
4.1. Etat de la cohésion au burkina faso	8
4.2. Radicalisation des jeunes au burkina faso	12
4.3. Facteurs de la résilience à l'extrémisme violent	15
4.3.1. Facteurs de résilience à l'extrémisme violent : statistiques descriptives	15
4.3.2. Effets des facteurs explicatifs sur l'évolution vers l'extrémisme violent	19
5. Grandes leçons et options de politiques pour renforcer la resilience a l'extremisme violent	25
Bibliographie	28
Annexes	i
Annexe 1 - résultats d'estimation : effet des dimensions de cohésion sociale sur la résilience à l'extrémisme violent	I
Annexe 2 : caractéristiques de l'échantillon	II

1. Introduction

Avant l'année 2014, le Burkina Faso était reconnu dans le monde pour sa relative paix et sa stabilité, soutenues par la parenté à plaisanterie publicitaire qui joue son rôle dans le maintien de relations paisibles entre les communautés burkinabè. Malheureusement, dès 2015, ce climat de paix va se détériorer avec l'avènement de violence de toutes sortes (violences intercommunautaires extrémistes, pillages et incendies provoqués, prises d'otages, attaques terroristes, extrémisme religieux violent).

Selon diverses sources concordantes¹, de l'année 2015 à 2018, le nombre d'attaques terroristes a cru de manière exponentielle et s'est multiplié par 32 ; passant de 3 à 95 attaques terroristes. Entre février 2015 et avril 2019, les attaques terroristes ont causé la mort d'au moins 558 personnes. Accompagnée d'une inquiétude grandissante pour l'érosion de la cohésion sociale, toute cette situation a conduit à un déplacement massif de populations vers des zones plus sécurisées. Aujourd'hui, le Burkina Faso fait face à un nombre important de personnes déplacées internes (PDI) provenant principalement de l'Est, du Nord et du Sahel. Selon les données du Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation (CONASUR), à la date du 31 décembre 2020, le Burkina Faso a enregistré 1 074 993 déplacés internes.

Pourtant, dès le départ et pour juguler le phénomène, le Burkina Faso s'est inscrit, comme préconisé par l'ONU, dans l'approche dite de prévention qui se fonde sur la thèse selon laquelle la violence ne vient pas du néant mais a des origines plausibles à identifier. Dans cette dynamique, la pauvreté, la corruption, l'injustice, l'oppression, la fragilité de l'État et l'absence de libertés civiles sont considérées comme des facteurs prépondérants de l'émergence de violences extrémistes (Collovald et Gaïti, 2006 ; CEIDES, 2017 ; UNDP, 2017 ; UNOCA/UNOWAS, 2017). La conception et la mise en œuvre du Programme d'Urgence pour le Sahel (PUS) prend racine dans cette approche.

Malheureusement, malgré les efforts importants fournis, les actes de violence tendent à prendre de l'ampleur et à s'étendre géographiquement dans un climat marqué par l'apparition et/ou la persistance de fragilités affectant particulièrement les jeunes (hommes et femmes) et qui sont :

- La pauvreté, entretenue par la faible diversification des économies qui maintient les niveaux de vulnérabilité et d'exclusion relativement élevés (OIT et al, 2014 ; Mamadou, 2015 ; UNICEF, 2017 ; Larsen, 2009 ; BAD, 2015, GRAAD Burkina, 2019 ; Banque Mondiale, 2011)².
- Une forte croissance démographique qui pèse lourd sur la croissance économique et les capacités de création d'emploi (BAD, 2019).

Partant de l'hypothèse que la prévention est une mesure efficace, un tel état de fait est paradoxal et soulève de nombreuses questions, notamment celles de la justesse et de la pertinence des causes identifiées selon les contextes. Quelles sont alors les voies et modalités de retour vers une

¹ www.defense.gov.bf | www.unocha.org/west-and-central-africa/rowca/burkina-faso | www.hrw.org/news/2018/05/21/burkina-fasokillings-abuse-sahel-conflict

paix durable ? Comment faire de la cohésion sociale une arme de la résilience à l'extrémisme violent ?

2. Objectifs de la recherche

Pour répondre à cette question, l'objectif général de cette recherche est de contribuer à combler les lacunes actuelles sur les connaissances en matière de résilience à l'extrémisme violent. Il s'agit spécifiquement de :

- analyser l'état de la cohésion sociale au Burkina Faso ;
- identifier et analyser les facteurs de résilience des jeunes à l'extrémisme violent ;
- proposer des options de politiques pour renforcer la résilience des jeunes à l'extrémisme violent.

A terme, il s'agit de contribuer à la consolidation de la cohésion sociale, à la création d'un environnement de paix et de sécurité au Burkina Faso.

3. Cadre conceptuel et méthodologique

Cette section présente d'une part le cadre conceptuel et la méthode de collecte des données d'enquête relative à la résilience des jeunes à l'extrémisme violent au Burkina Faso, et d'autre part la méthode d'analyse de ces données.

3.1. Cadre conceptuel

3.1.1. Théorie de la résilience et variables d'analyse

La présente recherche vise spécifiquement à répondre au deuxième objectif spécifique de la recherche (*identifier et analyser les facteurs de résilience des jeunes à l'extrémisme violent au Burkina Faso*). Elle utilise de ce fait, deux types de variables : la variable expliquée (la résilience) et les variables explicatives (Facteurs déterminants de la résilience).

a) La variable expliquée et les données y relatives

La variable expliquée est la résilience des jeunes hommes et des jeunes femmes à l'extrémisme violent. Dans la pratique, une jeune femme ou un jeune homme est dit/dite résiliente ou résilient à l'extrémisme violent s'il/elle remplit l'un des deux critères suivants :

- Il/Elle n'est jamais tombé(e) dans des actes d'extrémisme violent ou il/elle n'a jamais collaboré ou été enrôlé(e) par les groupes extrémistes malgré le fait qu'il baigne dans un environnement favorable. Ce type de résilience est appelée **résilience primaire** ;
- Elle/Il a déjà basculé dans l'extrémisme violent, mais en est ressorti définitivement. Dans ce cas de figure, il s'agira de **résilience secondaire**.

Sur cette base, tous les autres cas seront classés dans le cas de jeunes hommes et jeunes femmes non résilient(e)s. Pour mesurer ces aspects de la variable expliquée, les données ont été collectées sur la perception et les actes de violence commis par les jeunes dans les six (6) régions concernées.

En ce qui concerne le concept de « jeune », la recherche s'est référée à la Charte africaine de la jeunesse qui définit le jeune comme tout individu ayant un âge compris entre 15 et 35 ans. En général, cette catégorie permet de mieux apprécier l'importance des facteurs de résilience à l'extrémisme violent.

Par rapport au concept d'extrémisme violent, il faut rappeler que l'ONU n'est pas encore parvenue à trouver un accord entre tous les États membres sur une définition "commune". De nombreuses définitions ont été proposées dans la littérature, mais aucune n'a été universellement adoptée.

De manière générale, l'extrémisme est considéré comme faisant référence à des points de vue très éloignés de ceux de la majorité de la population. Peter T Coleman et Andrea Bartoli³ conçoivent l'extrémisme comme des activités (croyances, attitudes, sentiments, actions, stratégies) d'un caractère très éloigné de l'ordinaire (Berger 2017). Mais, les points de vue extrémistes ne sont pas nécessairement illégaux et ne conduisent pas systématiquement à la violence (OSCE, 2014 ; UE, 2015). L'extrémisme devient problématique lorsque ses idéologies et/ou ses pratiques font peser une menace sur les idées sociétales démocratiques et tolérantes ou préconisent l'usage de la violence pour exercer des contraintes sur les personnes ou pour arriver à des fins voulus. Cette forme d'extrémisme est décrite comme "extrémisme violent". Un terme qui reste contesté et qui fait l'objet de la présente recherche.

En l'absence de consensus sur sa définition, le concept est souvent défini selon les contextes et ce, au regard des objectifs visés. Pour la présente recherche, la définition qui cadre le mieux est celle proposée par l'Organisation Living Safe Together (OLST). Elle permet de mieux prendre en compte les principales formes de l'extrémisme violent au Burkina Faso qui inclut des motivations idéologiques, politiques, religieuses, et communautaires.

L'OLST définit l'extrémisme violent comme « toute forme de croyances et d'actions de personnes soutenant ou usant de la violence pour atteindre des objectifs idéologiques, religieux ou politiques », incluant « le terrorisme et autres formes de violences politique et communautaire ». De cette définition, « les différentes formes d'extrémisme violent recherchent la réalisation du changement social par la peur et l'intimidation plutôt que par des moyens pacifiques ». Ainsi, « si une personne ou un groupe décide que la terreur et la violence sont justifiées afin d'obtenir des changements idéologiques, politiques ou sociaux, et agit en conséquence, il s'agit d'un extrémiste violent ».

Mais, si cette définition est relativement complète, par rapport aux objectifs de la recherche, elle n'est pas très explicite sur les questions économiques mises en évidence (manque de revenus, absences d'opportunité, etc.). En complément aux objectifs idéologiques, religieux, politiques et communautaires, la recherche pointe explicitement du doigt ces questions. De manière pratique, a été considéré comme faisant partie de l'extrémisme violent les faits suivants :

- penser ou concevoir la violence comme le moyen d'atteindre un but idéologique, politique, religieux, un objectif économique et/ou communautaire ;

³ Peter T Coleman et Andrea Bartoli, Addressing Extremism, White Paper. New York: The International Center for Cooperation and Conflict Resolution, Colombia University, p. 1.

- poser ou faire poser des actes violents pour d'atteindre un but idéologique, politique, religieux, un objectif économique et/ou communautaire.

Pour saisir ces faits, il est inclus dans les outils de collecte, des questions sur la perception ou conception de la violence en tant que moyen de revendications et sur la participation à des actes de violence (conception ou action). Des questions sur les motifs justifiant ces pensées ou ces actions sont également posées à la population cible définie dans la section consacrée à la présentation de la collecte des données.

b) La matrice des variables explicatives

La matrice des variables explicatives regroupe l'ensemble des éléments identifiés notamment dans la littérature comme facteurs explicatifs de l'émergence de l'extrémisme violent. Sur ce point, plusieurs théories existent, mais dans le cadre de cette recherche, l'approche multidimensionnelle qui repose sur la théorie du choix rationnel, la théorie de la privation économique, la théorie de l'apprentissage social et la théorie de l'influence des médias a été retenue.

La théorie du choix rationnel soutient que l'être humain choisit librement sa conduite et que ses motivations sont l'évitement de la souffrance et la recherche du plaisir (McMurtry et Curling, 2008). Elle considère que les jeunes usent de violence pour se protéger eux-mêmes dans les situations où ils pensent manquer de pouvoir. Dans cette théorie, les facteurs de risque au niveau individuel favorisent un basculement progressif dans la violence extrémiste. Au titre de cette théorie, il est défini une variable relative au processus de décision de passer à l'extrémisme violent. Elle est mesurée par un proxy qui cherche à identifier clairement l'auteur de la décision. S'agit-il de l'individu lui-même, de son entourage ? La décision était-elle contrainte ou libre ? Cette question traite par exemple des enrôlements contraints ou libres.

La théorie de la privation économique est le cœur de cette recherche. De cette théorie qui met l'accent sur les questions économiques, la recherche retient les variables suivantes qui sont considérées comme celles qui peuvent susciter un sentiment de frustration récupérable par des groupes extrémistes :

- la situation économique des parents (manque de revenus, chômage, sous-emploi, précarité, absence d'avenir, manque d'opportunités, etc.) ;
- la situation économique des jeunes hommes et des jeunes femmes (manque de revenus, chômage, sous-emploi, précarité, absence d'avenir, manque d'opportunités, etc.) ;
- la situation économique de la région (infrastructures de soutien à la production, accessibilité au financement, niveaux de chômage, etc.).

Dans la pratique, la problématique des revenus a été captée à travers la collecte des données sur les revenus des populations cibles (parents, jeunes, revenu régional). Cela implique qu'au moins deux questionnaires soient élaborés. Un questionnaire pour collecter les données économiques de la région et un deuxième pour collecter les données sur le jeune homme ou jeune femme et ses entourages immédiats (le questionnaire ménage).

Les données sur le chômage, le sous-emploi, la perception sur les opportunités ont été collectées dans la même logique. A ce titre, le questionnaire élaboré contient des questions détaillées sur le statut d'emploi des parents, le statut d'emploi de la jeune femme ou du jeune homme en distinguant le secteur formel et le secteur informel.

En ce qui concerne, la **théorie de l'apprentissage social**, il faut rappeler qu'elle est fondée sur le fait que l'exercice de la violence est souvent le résultat d'un processus d'apprentissage et d'acquisition de codes et de pratiques, en particulier à travers l'influence des pairs ([McMurtry et Curling, 2008](#)). Aujourd'hui, avec le développement des TICs, les jeunes créent souvent des réseaux de socialisation alternatifs et d'entraide entre eux, adoptant et renforçant certains comportements par la fréquentation de leurs pairs. La littérature montre que ce processus de recréation de nouveaux cadres de socialisation en dehors des repères sociopolitiques classiques peuvent amener l'individu à se détacher progressivement de son milieu habituel et s'identifier à d'autres communautés imaginaires ou idéologiques. Pour saisir la portée de cette théorie au Burkina Faso, cette recherche définit des variables relatives à l'affiliation : appartenance à un groupe, le poste occupé dans le groupe, etc. Les questions appropriées y relatives sont introduites dans le questionnaire ménage. Grâce à des proxys, ces variables ont permis d'étudier l'influence du groupe, y compris le ménage sur la résilience des jeunes.

3.1.2. Concept de la cohésion sociale

Les définitions données à ce concept sont aussi nombreuses que les auteurs qui se sont penchés sur le sujet. Par ailleurs, selon le concept et le temps, le concept évolue très rapidement et prend de nombreuses connotations ([Dragolov et al, 2013](#) ; [Lefko-Everett, 2016](#)). Toutefois, une analyse fine de la littérature existante révèle de nombreux points communs et permet de se concevoir une définition plus moins "consensuelle".

De manière générale, le concept de cohésion sociale fait référence aux rapports et à la qualité des connexions et des liens étroits existant entre les individus, entre les groupes sociaux ou les communautés et entre les deux ([Lefko-Everett, 2017](#)). Sur le plan théorique, la cohésion sociale est conçue comme une approche/un outil qui permet de mesurer l'intensité des relations sociales qui existent entre les membres d'une société donnée comme celle du Burkina Faso. Bien que la discussion sur ces théories puisse être intéressante, il s'agit dans cette analyse de présenter l'approche opérationnelle du concept utilisée dans le cadre de cette recherche.

Logiquement et partant du fait que la recherche s'applique au Burkina Faso, la présente recherche se fonde sur la définition nationale de la cohésion sociale adoptée par le Ministère de l'Administration Territoriale de la Décentralisation et de la Cohésion sociale (ci-après, le MATDCS) en 2019. « *La cohésion sociale est le vivre-ensemble harmonieux et paisible des communautés qui permet un accès équitable aux ressources, cultive les valeurs collectives partagées (intégrité, solidarité, tolérance, etc.) dans le respect des droits humains, des lois et institutions de la république, tout en réduisant les inégalités sociales* » ([MATDC, 2019](#)).

Sur la base de cette définition, un indice de cohésion sociale de cinq (5) dimensions a été construit. Les dimensions de la matrice utilisée à cet effet et qui permet de répondre au deuxième objectif de la recherche (*analyser l'état de la cohésion sociale au Burkina Faso*) sont les suivantes :

- Tolérance
- Respect et diversité
- Paix durable
- Inclusion économique et sociale
- Confiance aux administrations publiques

Concrètement l'indice a été établie en utilisant des scores allant de 0 à 1. Le score 1 qui signifie que le comportement de l'enquêté.e va dans le sens de la cohésion sociale et 0 sinon. Pour ce faire, une série de questions est posée à chaque enquêté.e. Ces questions sont formulées pour construire chaque dimension de la cohésion sociale. L'indice de cohésion sociale est par conséquent calculé pour chaque dimension en faisant la somme des scores obtenues par question. Par la suite, l'indice est normalisé à un (01). La même démarche est adoptée pour calculer l'indice globale de cohésion sociale (IGCS).

3.2. Méthode de collecte des données

Pour répondre aux questions posées et aux objectifs fixés, la présente recherche se fonde sur la base de données quantitatives du projet Hope2Resilience. Ces données quantitatives ont été collectées sur un échantillon de 1600 individus déterminé par la formule suivante qui permet d'obtenir un échantillon dont la taille (n) fournit des résultats significatifs. $n = \frac{z_{\alpha/2}^2 * p * (1-p)}{m^2} * 2 * (1 + 0,05)$, où :

- n représente la taille de l'échantillon pour une région ;
- $z_{\alpha/2}$, le quantile d'ordre $(1-\alpha/2)$ d'une variable aléatoire normale centrée réduite ;
- α , représente le risque de se tromper (erreur), et la probabilité $1-\alpha$, le niveau de confiance ; Pour un risque $\alpha = 0,05$ de se tromper, $z_{\alpha/2} = 1,96$;
- p, la proportion clé à estimer et ;
- m, la marge d'erreur sur p.

Compte tenu des objectifs de la recherche, l'unité d'enquête a été le ménage. Les jeunes dont l'âge est compris entre 15-35 ans ont été la cible. En ce qui concerne cette sélection des cibles, l'enquête repose sur un échantillonnage à trois (3) degrés où les communes sont sélectionnées au premier degré, les secteurs/villages au second degré et les ménages au troisième degré. L'effet plan de sondage def. est fixé à 2 pour maximiser la précision des estimations.

Pour tenir compte des non-réponses, l'échantillon a été corrigé par un taux de non-réponses estimé à 5% et fixé sur la base des résultats des enquêtes antérieures. Cette étape permet enfin de déterminer le nombre de ménages et de secteurs/villages à sélectionner afin de disposer d'un échantillon représentatif dans chaque strate. Les six (6) régions de l'étude ont été stratifiées selon la situation sécuritaire : zone de forte insécurité (Strate 1) et zone de faible insécurité (Strate 2).

Tableau 1 : Principales clefs de calcul de la taille de l'échantillon

	Région	$n=(z^{2*}(p) (1-p)/m^2$	Avec 5% de non-réponses	Effectif selon SAS (N1)	Design effect.	Effectif Design effect. (N2)
Strate 1	Sahel	385	19	403	2	807
	Est					
	Nord					
Strate 2	Hauts Bassins	385	19	403	2	807
	Plateau Central					
	Sud-Ouest					
TOTAL						1 614

L'effectif total par strate a été alloué proportionnellement à chaque région de la strate en se basant sur les projections démographiques de 2020 des données du RGPH 2006. Les tableaux suivants donnent la répartition de l'échantillon à enquêter.

Tableau 2 : Répartition de l'échantillon à enquêter

	Région	Projection Nbre moyen de personnes de 15-35 ans	Poids	Nbre total de personnes à enquêter	Nbre de villages	Nbre de communes
Strate 1	Sahel	486 390,2	29,8%	240,4	13	8
	Est	616 757,2	37,8%	304,8	17	6
	Nord	529 867	32,4%	261,8	15	5
Strate 2	Hauts Bassins	864 518,4	59,4%	479,3	27	8
	Plateau Central	309 842	21,3%	171,8	10	3
	Sud-Ouest	281 085,8	19,3%	155,9	9	3
TOTAL					91	33

En termes de distribution de l'échantillon dans l'espace, il a été enquêtée une vingtaine d'individus par secteur/village. Au total, 91 villages/secteurs ont été touchés par cette enquête quantitative, soit en moyenne trois (3) villages par communes. En ce qui concerne les communes, un effectif total de 33 communes a été couvert par les enquêtes. Pour saisir une plus grande diversité de l'information, les enquêtes ont couvert à la fois les communes urbaines et les communes rurales selon le type de strate conformément aux données du tableau 3.

Tableau 3 : Répartition de l'échantillon selon le nombre et le type de communes

	Région	Nombre de communes rurales	Nombre de communes urbaines
Strate 1	Sahel	5	3
	Est	4	2
	Nord	3	2
Strate 2	Hauts Bassins	5	3
	Plateau Central	2	1
	Sud-Ouest	2	1
TOTAL		21	12

En termes d'outil, le questionnaire individuel a été le principal support de collecte des données qui s'est fait à partir de la plateforme KoboCollect.

Sur le terrain, les entretiens ont été conduits par des agents de collecte de données qualifiés à l'aide du questionnaire élaboré à cet effet. Ces agents ont une expérience avérée dans la conduite des études quantitatives. De plus, pour s'assurer de la qualité des données collectées, les agents ont été formés aux bonnes techniques d'enquête et supervisés sur le terrain. En plus de leur expérience et de leur niveau, ils ont été choisis en tant que ressortissants ou ressortissantes des régions/localités concernées. Sur le terrain, la collecte des données s'est faite du 14 septembre au 25 octobre 2020. Après la vérification et l'apurement, les données ont été traitées et analysées avec les logiciels Excel, SPSS et Stata selon les besoins.

4. Résultats

L'objectif de ce point est d'analyser le rôle de la cohésion sociale dans le renforcement de la résilience des jeunes à l'extrémisme violent au Burkina Faso. Il s'agit également d'identifier et d'analyser les autres facteurs (théoriques et empiriques) susceptibles d'influencer la résilience des jeunes à l'extrémisme violent. Pour atteindre cet objectif, l'analyse est faite en trois niveaux : le premier concerne l'état de la cohésion sociale, le deuxième porte sur les facteurs de résilience à l'extrémisme violent et le troisième donnent les options de politiques pour renforcer la résilience des jeunes à l'extrémisme violent.

4.1. Etat de la cohésion au Burkina Faso

L'analyse de la cohésion sociale dans cette recherche s'appuie sur la définition du Gouvernement du Burkina Faso développée dans la partie conceptuelle. Cette définition permet de distinguer cinq (05) dimensions de la cohésion sociale : relation sociale (tolérance, respect et diversité), appartenance, inclusion économique et sociale, légitimité (confiance), sécurité et paix (paix durable). Dans la pratique, ces dimensions ont été mesurées par des indices à l'aide de questions y relatives. La cohésion sociale globale est calculée sur la base de ces indices construits par sous-dimension. Les valeurs sont ensuite normalisées entre 0 (pas de cohésion sociale) et 1 (forte cohésion sociale) pour les besoins d'analyse. Contrairement à la grande partie de la littérature actuelle, l'indice ici calculé n'est pas un indice de perception, mais un **indice d'esprit de cohésion**.

Indice global de cohésion social. De façon globale, il ressort que le niveau de la cohésion sociale est appréciable au Burkina Faso. L'indice global est estimé à 0,78. Lorsqu'on considère les sous dimensions de la cohésion sociale, on peut dire qu'en général, au Burkina Faso, les gens sont plutôt tolérants, acceptent la diversité et se respectent mutuellement. Cependant, ils se sentent plutôt exclus économiquement et n'ont pas confiance aux institutions étatiques. En effet, les Burkinabé pensent que les opportunités économiques profitent à une minorité qui vit déjà dans l'opulence. Leur manque de confiance aux institutions étatiques s'expliquerait par le fait qu'ils ont plus confiance en leurs autorités locales.

Tableau 4 : Indice moyen des dimensions de la cohésion sociale

Indice	Moyenne	Min	Max
Paix durable	0,97	0,75	1
Respect et diversité	0,93	0	1
Tolérance	0,78	0	1
Tolérance niveau localité	0,71	0	1
Inclusion	0,56	0	1
Confiance	0,34	0	1
Indice Global de Cohésion Sociale (IGCS)	0,78	0,30	0,97

Source : Enquête quantitative Projet H2R, 2020

Genre et cohésion sociale. Globalement le niveau de cohésion sociale des hommes (0,77) et des femmes (0,78) est appréciable. Ils présentent presque le même niveau d'appréciation de la cohésion sociale. Toutefois, en analysant les sous dimensions de l'indice global, il ressort que les femmes sont plus tolérantes et ont un sens du respect et de diversité plus élevés, comparativement aux hommes. Cependant, ces dernières ont peu confiance aux institutions étatiques et ne se sentent pas inclus économiquement. Selon leurs dires, les femmes se sentent mise à l'écart en ce qui concerne les opportunités économiques. Contrairement aux femmes, les hommes se sentent inclus et ont plus confiance aux institutions étatiques.

Tableau 5 : Indice moyen de cohésion sociale selon le sexe de l'enquêté.e

Indice	Femme	Homme
Paix durable	0,97	0,97
Respect et diversité	0,94	0,93
Tolérance	0,81	0,77
Tolérance niveau localité	0,72	0,70
Inclusion	0,54	0,59
Confiance	0,29	0,38
Indice Global de Cohésion Sociale	0,78	0,77

Source : Enquête quantitative Projet H2R, 2020

Age et cohésion sociale. En générale, les jeunes se sentent en paix au Burkina Faso, du moins selon les données de l'enquête. Ils se respectent mutuellement et ont en général des comportements plutôt tolérants. Mais en ce qui concerne la sous dimension inclusion, les jeunes de [30-35ans] se sentent moins inclus tandis que ceux de [20-25] ont faiblement confiance à l'Etat par rapport aux autres catégories d'âge.

Tableau 6 : Indice moyen de cohésion sociale selon la catégorie d'âge de l'enquêté.e

Indice	15-20 ans	20-25 ans	25-30 ans	30-35 ans
Paix durable	0,98	0,97	0,97	0,97
Respect et diversité	0,93	0,94	0,93	0,91
Tolérance	0,79	0,79	0,79	0,78
Tolérance niveau localité	0,70	0,71	0,72	0,69
Inclusion	0,58	0,56	0,57	0,55
Confiance	0,30	0,34	0,38	0,37
Indice Global de Cohésion Sociale	0,78	0,78	0,78	0,77

Source : Enquête quantitative Projet H2R, 2020

Education et cohésion sociale. L'esprit de cohésion social croît avec le niveau d'éducation. En général, les enquêtés ayant un niveau d'instruction supérieur et secondaire enregistrent un niveau de cohésion sociale plus élevé. Conformément à la théorie, les données tendent à montrer qu'au Burkina Faso, un niveau d'instruction élevé est positivement corrélé à l'esprit de cohésion sociale. Logiquement, l'éducation éveille la conscience et donne une capacité d'analyse plus élevée à l'individu qui sait faire alors un meilleur discernement face aux chocs et aux idées extérieures à lui. Les données de l'étude montrent que les personnes au niveau élevé d'éducation ont tendance à être plus tolérant, à accepter la diversité, et à avoir plus confiance aux institutions étatiques. Comparativement aux autres, ils se sentent plus inclus économiquement.

Tableau 7 : Indice moyen de cohésion sociale selon le niveau d'instruction de l'enquêté.e

Indice	Aucun	Primaire	Secondaire	Supérieur
Tolérance	0,78	0,78	0,79	0,80
Tolérance niveau localité	0,72	0,71	0,70	0,71
Inclusion	0,51	0,54	0,57	0,72
Respect et diversité	0,92	0,93	0,94	0,94
Confiance	0,28	0,35	0,38	0,45
Paix durable	0,97	0,97	0,97	0,95
Indice Global de Cohésion Sociale	0,76	0,77	0,79	0,81

Source : Enquête quantitative Projet H2R, 2020

Catégorie socio-professionnelle et cohésion sociale. De façon globale, la cohésion sociale est appréciable pour toutes les catégories socio-professionnelles. Mais les sans-emploi ont le plus bas indice global de cohésion sociale comparativement aux autres catégories socioprofessionnelles. Cependant, les données collectées montrent que toutes les catégories socio-professionnelles n'ont pas confiance aux institutions étatiques. Les sans-emploi sont ceux qui ont le niveau de confiance le plus faible. Selon les données collectées sur le terrain, ils jugent que les institutions étatiques sont peu transparentes. Par ailleurs, ils se sentent exclus économiquement par rapport aux autres. Logiquement, cette situation est dû au fait qu'ils ont du mal à trouver un emploi.

Tableau 8 : Indice moyen de cohésion sociale selon la catégorie socio-professionnelle de l'enquêté.e

Indice	Salarié	Sans-emploi	Indépendant/autre	Elève/étudiant
Tolérance	0,76	0,77	0,79	0,79
Tolérance niveau localité	0,66	0,69	0,72	0,71
Inclusion	0,67	0,50	0,55	0,60
Respect et diversité	0,94	0,91	0,93	0,94
Confiance	0,48	0,31	0,32	0,36
Paix durable	0,97	0,98	0,97	0,97
Indice Global de Cohésion Sociale	0,79	0,76	0,78	0,79

Source : Enquête quantitative Projet H2R, 2020

Milieu de résidence et cohésion sociale. En considérant les régions, on constate que l'indice global de cohésion sociale est d'un niveau relativement bon pour toutes les régions concernées pas les enquêtes. Il faut noter cependant qu'il est plus élevé dans les zones non touchées par les actes d'extrémisme violents (Hauts Bassins, Plateau central et Sud-Ouest). En considérant les sous dimensions, les régions des Hauts Bassins et du Plateau Central semblent être plus

tolérantes. Par ailleurs, dans toutes les régions, les gens manifestent peu de confiance aux institutions étatiques.

Tableau 9 : Indice moyen de cohésion sociale selon les régions

Indice	Sahel	Nord	Est	Plateau central	Sud-Ouest	Hauts Bassins
Tolérance	0,72	0,75	0,77	0,83	0,72	0,85
Tolérance niveau localité	0,59	0,69	0,65	0,76	0,59	0,83
Inclusion	0,56	0,56	0,50	0,59	0,69	0,56
Respect et diversité	0,87	0,92	0,89	0,96	0,94	0,98
Confiance	0,50	0,37	0,30	0,14	0,44	0,32
Paix durable	0,98	0,95	0,98	0,97	0,96	0,98
Indice Global de Cohésion Sociale	0,76	0,76	0,76	0,78	0,77	0,80

Source : Enquête quantitative Projet H2R, 2020

Les personnes qui résident dans les zones moins touchées ont un niveau de cohésion sociale plus élevé (0,80) que celles qui vivent dans les zones non touchées (0,76). Selon les données de la recherche, les jeunes qui vivent dans les zones moins touchées par le terrorisme sont plus tolérantes, respectent plus la diversité. Ils se sentent peu exclu et ont moins confiance aux institutions étatiques. Dans les régions touchées, selon les dires des enquêtés, ils ont l'impression d'être relativement exclus économiquement et socialement. Cependant, ils ont plus confiance en leur autorités locales.

Tableau 10 : Indice moyen de cohésion sociale selon le type de région

Indice	Région moins touchée	Région touchée
Tolérance	0,80	0,77
Tolérance niveau localité	0,72	0,70
Inclusion	0,57	0,56
Respect et diversité	0,94	0,92
Confiance	0,34	0,35
Paix durable	0,97	0,97
Indice Global de Cohésion Sociale	0,80	0,76

Source : Enquête quantitative Projet H2R, 2020

Les personnes vivant dans un milieu urbain ont un niveau de cohésion sociale plus élevé (0,79) que celles qui vivent dans un milieu rural (0,77). Les personnes vivant en milieu rural manifestent peu de confiance aux institutions étatiques et se sentent exclus économiquement.

Tableau 11 : Indice moyen de cohésion sociale selon le type de milieu

Indice	Milieu rural	Milieu urbain
Tolérance	0,78	0,79
Tolérance niveau localité	0,70	0,72
Inclusion	0,54	0,60
Respect et diversité	0,92	0,95
Confiance	0,28	0,42
Paix durable	0,97	0,97
Indice Global de Cohésion Sociale	0,77	0,79

Source : Enquête quantitative Projet H2R, 2020

Cohésion sociale et résilience à l'extrémisme violent. Même si le niveau de l'indice global de cohésion sociale relativement élevé, en considérant les jeunes jamais entrés dans l'extrémisme violent (résilient primaire), ceux/celles qui ont déjà été auteurs, mais sont devenu(e)s résilient(e)s (résilient secondaire) et ceux/celles qui commettent toujours de tels actes (non-résilient), l'indice globale de cohésion sociale diminue. L'indice est passé respectivement de 0,78 à 0,74 puis à 0,70 (Cf. **Tableau 12**). La cohésion sociale semble ainsi être une des solutions pouvant permettre de freiner des élans éventuels de la jeunesse vers l'extrémisme violent. Mieux, elle semble être un moyen de retour des jeunes extrémistes.

Tableau 12 : Indice de cohésion sociale par catégorie de résilience

Indice	Résilient primaire	Résilient secondaire	Non-résilient
Paix durable	0,97	0,95	0,95
Respect et diversité	0,94	0,89	0,82
Tolérance	0,79	0,71	0,66
Tolérance niveau localité	0,71	0,63	0,54
Inclusion	0,57	0,58	0,51
Confiance	0,34	0,41	0,41
Indice Global de Cohésion Sociale	0,78	0,74	0,70

Source : Enquête quantitative Projet H2R, 2020

4.2. Radicalisation des jeunes au Burkina Faso

La radicalisation en tant que concept fait l'objet d'importantes controverses. Comme pour l'extrémisme violent, il revêt de nombreuses facettes en termes de définitions. Cependant, la radicalisation s'entend communément comme un processus social et psychologique d'engagement de plus en plus profond par lequel des individus viennent à adopter des idéologies politiques et religieuses extrémistes. Il faut noter toutefois que les personnes radicalisées n'auront pas nécessairement recours à la violence. Cela pourrait évidemment évoluer vers l'extrémisme violent si elles décident que la peur, le terrorisme et la violence sont justifiés pour obtenir des changements idéologiques, politiques ou sociaux.

Un pays comme le Burkina Faso, victime d'attaques terroristes avec toutes les conséquences connues doit construire des mécanismes tampons de sortes à contenir au mieux ce phénomène. Afin d'avoir une idée globale sur ce fait, cette section ouvre une fenêtre d'analyse sur la question.

Radicalisation des jeunes

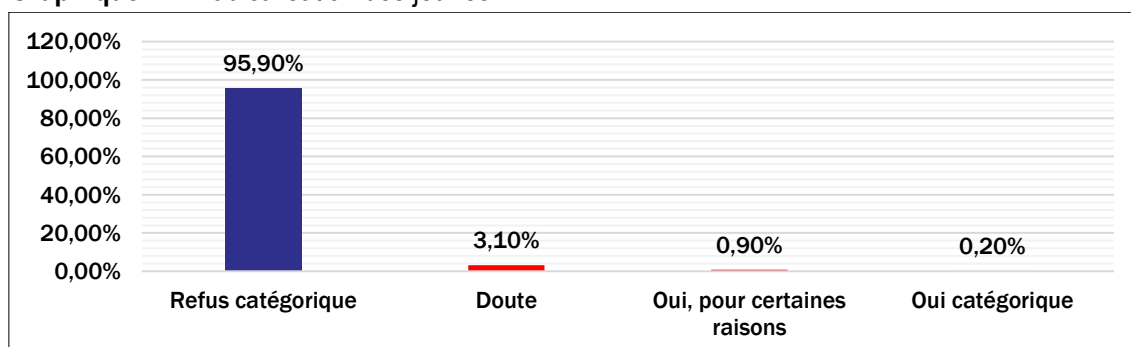
L'analyse du **graphique 1** ci-dessous fait ressortir deux groupes de jeunes en ce qui concerne la radicalisation. Il y a d'une part, ceux/celles qui renoncent catégoriquement à rejoindre les groupes extrémistes quelle que soit la situation ou les raisons, et d'autre part, ceux/celles qui sont déjà prédisposé(e)s à intégrer ces groupes. Ce dernier groupe est généralement composé de

- jeunes frustrés pour un certain nombre de raisons dont le manque d'emploi surtout et la perception d'une absence d'avenir,
- de jeunes prêts à rejoindre les groupes armés terroristes (GAT) sans aucune raison et ceux/celles qui émettent des doutes.

De façon globale, la majorité des jeunes (95,9%) enquêtés ne trouve aucun intérêt à rejoindre les GAT. Mais, il se trouve qu'au moins un (01) jeune sur 100 affirme être disposé à rejoindre les groupes terroristes, tandis que trois (03) jeunes sur 100 douteraient à prendre une telle décision. Ces données dépeignent une situation critique à prendre au sérieux.

En effet, en rapportant cette proportion au nombre total des jeunes au Burkina Faso (RGPH, 2019) on pourrait craindre qu'environ 273 917 jeunes soient disposés à rejoindre les GAT pour une raison ou une autre et 13 362 jeunes disposés à rejoindre les GAT de manière totalement délibérée.

Graphique 1 : Radicalisation des jeunes

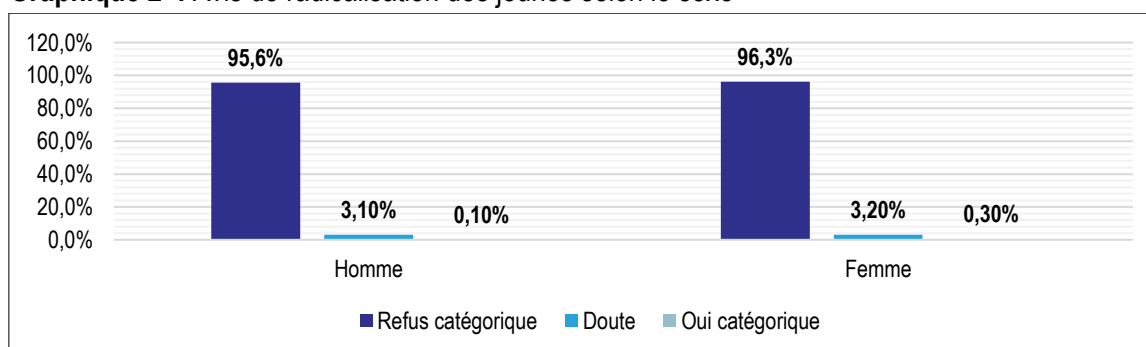


Source : Enquête quantitative Projet H2R, 2020

Le fait qu'il y ait des personnes prêtes à rejoindre ces groupes pour diverses raisons est inquiétant au regard de l'ampleur actuelle des violences de ces groupes sur le territoire Burkinabè. Les raisons énoncées par ces jeunes par rapport à leur décision sont par ordre d'importance le manque de revenus (52,9%) et le chômage (35,3%), l'injustice (11,8%), l'influence politique (11,8%), les frustrations/mécontentements (11,8%).

Genre et radicalisation. Les résultats des enquêtes montrent que, quel que soit le sexe, la majorité des jeunes refusent catégoriquement de rejoindre les groupes extrémistes. Cependant, les jeunes garçons (4,5%) semblent plus sensibles à la radicalisation comparativement aux jeunes filles (3,8%) (*Cf. Graphique 2*). Les raisons évoquées par les jeunes filles pour justifier leur décision sont principalement le chômage et le manque de revenu. Les filles sont donc susceptibles de se radicaliser surtout pour des raisons économiques. Chez les garçons, les raisons d'injustice et d'idéologie entrent en ligne de compte.

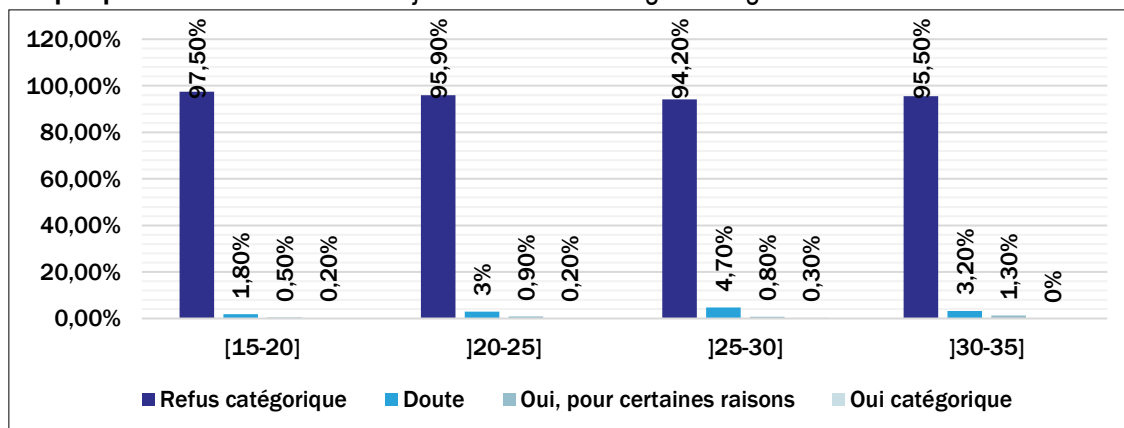
Graphique 2 : Avis de radicalisation des jeunes selon le sexe



Source : Enquête quantitative Projet H2R, 2020

Par ailleurs, quelle que soit la catégorie d'âge, la majorité des jeunes refusent catégoriquement d'intégrer les GAT. Mais, selon les données du **graphique 3** ci-dessous, les jeunes tendent à se radicaliser avec l'âge. En effet, à partir de la catégorie de [20-25 ans], la proportion des jeunes prêts à rejoindre les GAT augmente et atteint 4,1%. Pour les 25 à 30 ans, cette proportion est de 5,8% et 5,5% pour ceux de 30 à 35 ans, alors qu'elle ne représente que 2,5% pour les jeunes de 15 à 20 ans. Cette situation s'explique probablement par la perte progressive de l'espoir d'accéder à un emploi, à des revenus et à des conditions de vie meilleure avec l'âge, avec le temps qui passe.

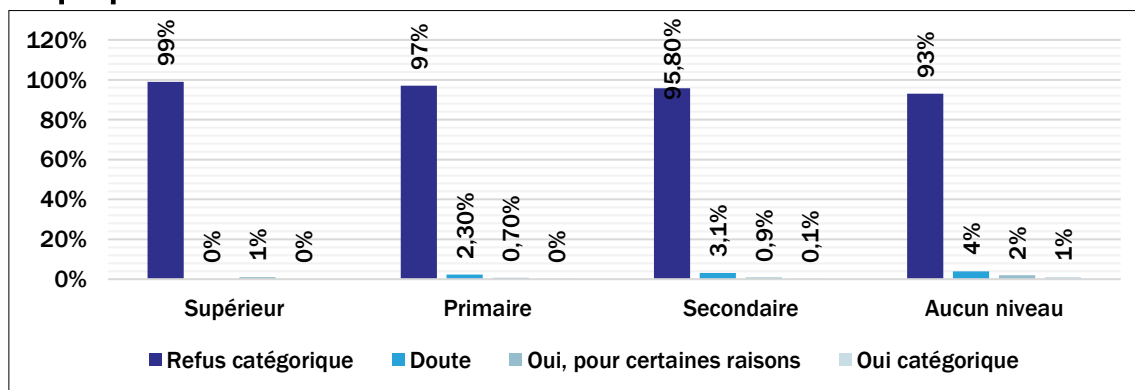
Graphique 3 : Radicalisation des jeunes selon la catégorie d'âge



Source : Enquête quantitative Projet H2R, 2020

Niveau d'instruction et radicalisation des jeunes. L'éducation est l'une des armes utilisées dans les programmes des institutions internationales pour lutter contre la radicalisation (GRAAD Burkina, 2018). En théorie, l'éducation éveille la conscience et donne une plus grande capacité d'analyse à l'individu à travers une attitude réflexive. L'analyse des données du **graphique 4** ci-dessous tend à confirmer cette théorie. En effet, plus de 95% des jeunes ayant un niveau d'instruction refuse catégoriquement de rejoindre les GAT contre 93% pour ceux/celles n'ayant aucun niveau d'instruction. De plus, la proportion des jeunes susceptibles de basculer dans la radicalisation est plus élevée chez les jeunes n'ayant aucun niveau d'instruction par rapport aux jeunes scolarisés. En matière de lutte contre l'extrémisme violent, le ministère en charge de l'éducation a un rôle important à jouer.

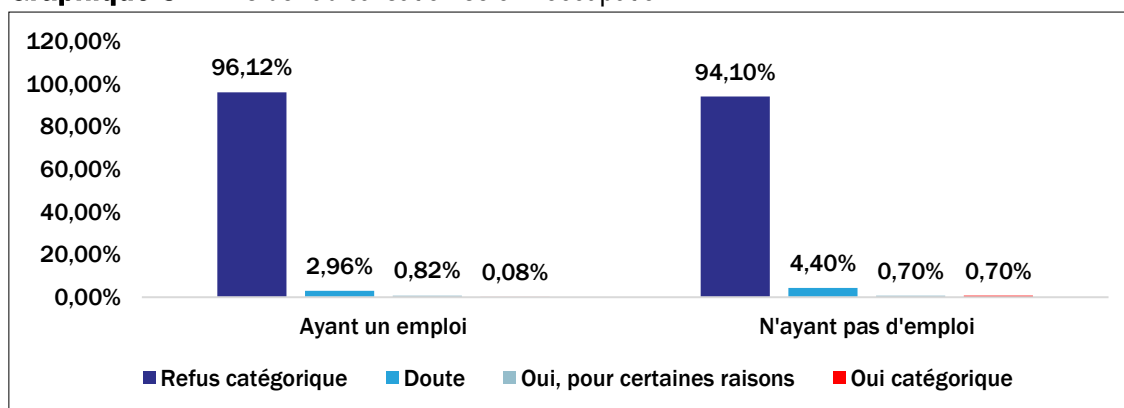
Graphique 4 : Avis de radicalisation selon le niveau d'instruction



Source : Enquête quantitative Projet H2R, 2020

Emploi et radicalisation des jeunes. En analysant les données du **graphique 5** ci-dessous, il ressort qu'au sein des jeunes sans emploi, la proportion de ceux/celles disposés à rejoindre les GAT est relativement plus important que celle des jeunes qui ont au moins une occupation. Ces proportions sont respectivement de 5,8% et de 3,9%, soit une différence d'environ 2 points de pourcentage.

Graphique 5 : Avis de radicalisation selon l'occupation



Source : Enquête quantitative Projet H2R, 2020

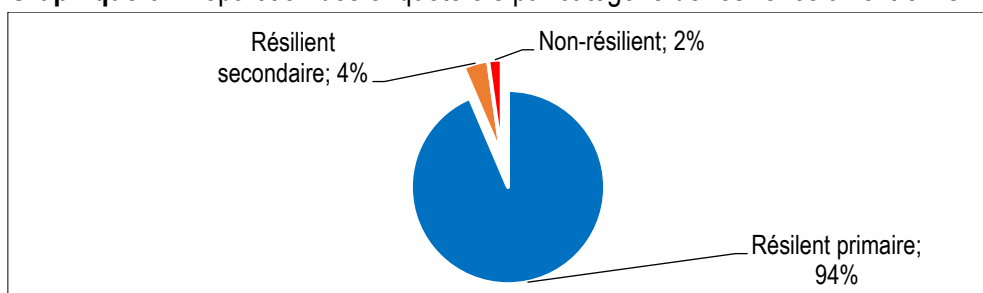
En somme, il ressort de cette analyse que les jeunes qui ont une forte tendance de radicalisation sont généralement des jeunes garçons de plus de 25 ans, qui sont sans emploi et sans aucun niveau d'instruction. Ces résultats impliquent que les politiques tendant à favoriser l'éducation et la création d'emploi au profit des jeunes sont de nature à contenir et à réduire leur prédisposition à la radicalisation et pour l'extrémisme violent au Burkina Faso.

4.3. Facteurs de la résilience à l'extrémisme violent

La littérature (Hagberg et al., 2019 ; Banque Mondiale, 2016 ; Macours, 2009) identifie un certain nombre de facteurs (social, économique, etc.) susceptibles d'expliquer l'évolution des personnes vers l'extrémisme violent. L'objectif de ce point est d'identifier ces facteurs spécifiquement dans le contexte burkinabè, en particulier en ce qui concerne les zones enquêtées. Pour ce faire, deux points sont abordés. Le premier présente l'état de l'extrémisme violent et le profil des personnes résilientes, le deuxième présente les statistiques descriptives des facteurs susceptibles d'influencer la résilience à l'extrémisme violent. Le troisième analyse les effets de ces variables sur l'évolution des personnes vers la résilience à l'extrémisme violent.

4.3.1. Facteurs de résilience à l'extrémisme violent : statistiques descriptives

De façon globale, et ce malgré le contexte d'insécurité, la grande majorité des jeunes enquêtés (94%) n'ont jamais été auteurs d'actes d'extrémisme violent selon la définition retenue par cette recherche (Cf. **Graphique 6**). Au total, c'est 106 jeunes (soit 6% de l'échantillon) qui ont été auteurs de ce type de violence. Parmi les auteurs de violences extrémistes, 35,8% sont non-résilients et continuent donc de poser des actes extrémistes violents, du moins au moment des enquêtes.

Graphique 6 : Répartition des enquêté.e.s par catégorie de résilience à l'extrémisme violent

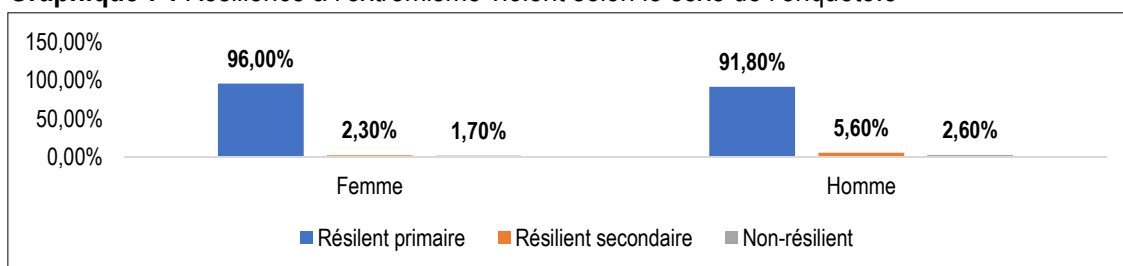
Source : Enquête quantitative Projet H2R, 2020

NB : Résilient primaire : jeune jamais tombé dans la violence

Résilient secondaire : jeune sorti de la violence

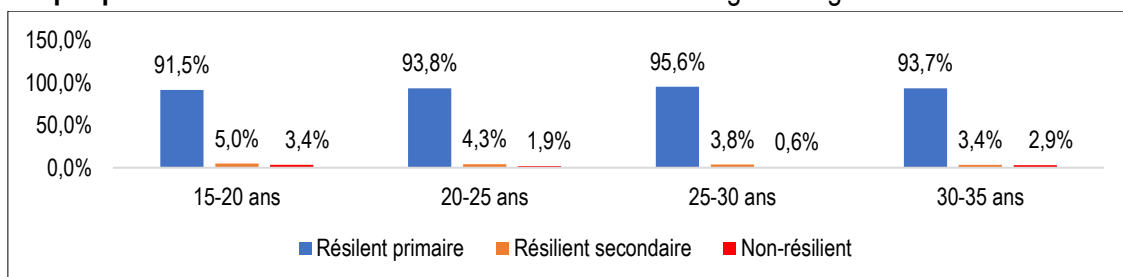
Parmi les variables susceptibles d'influencer la résilience des jeunes à l'extrémisme violent, la cohésion sociale semble être un facteur clé comme mentionné plus haut (point 4.1). Une analyse du profil de l'ensemble de jeunes résilients peut donner des pistes de réflexion pour non seulement maintenir les jeunes dans la résilience à l'extrémisme violent, mais aussi accompagner ceux ou celles qui sont déjà impliqués dans ces actes à sortir progressivement. Cette analyse permet également d'identifier d'autres facteurs pouvant influencer la résilience à l'extrémisme violent.

Genre et résilience à l'extrémisme violent. Les données d'enquêtes montrent que l'extrémisme violent a un visage surtout masculin (Cf. **Graphique 7**). Les violences extrémistes sont surtout commises par des jeunes de sexe masculin. Il semble que les femmes soient plus résilientes que les hommes face à l'extrémisme violent. En général, les données au niveau national et les constats sur le terrain confirment les résultats trouvés dans cette recherche.

Graphique 7 : Résilience à l'extrémisme violent selon le sexe de l'enquêté.e

Source : Enquête quantitative Projet H2R, 2020

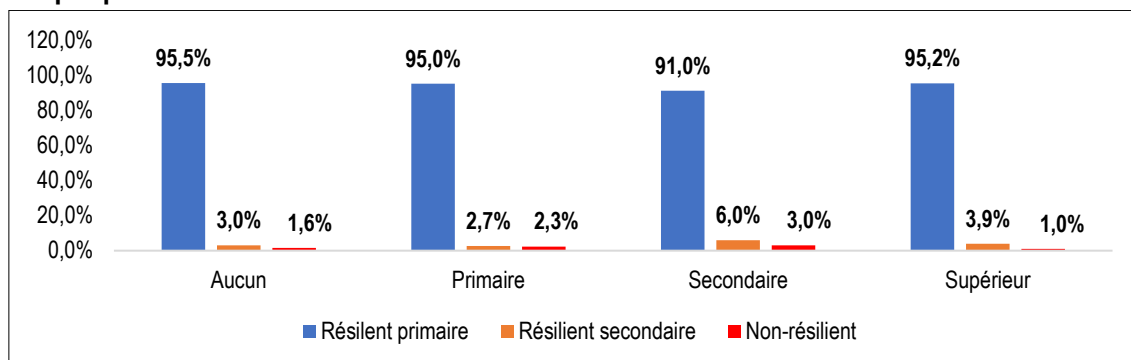
En considérant l'âge, les actes extrémistes violents généralement sont perpétrés par les jeunes de moins de 20 ans (Cf. **Graphique 8**). Cette situation peut s'expliquer par le fait que les jeunes de cette catégorie d'âge traversent la phase adolescence avec toutes les implications connues.

Graphique 8 : Résilience à l'extrémisme violent selon la catégorie d'âge

Source : Enquête quantitative Projet H2R, 2020

Niveau d'instruction et résilience à l'extrémisme violent. En général, les données de la recherche tendent à montrer que le niveau de résilience est positivement lié au niveau d'instruction. Une exception est cependant notée pour le niveau secondaire. **La question mérite d'être approfondie dans les analyses finales.**

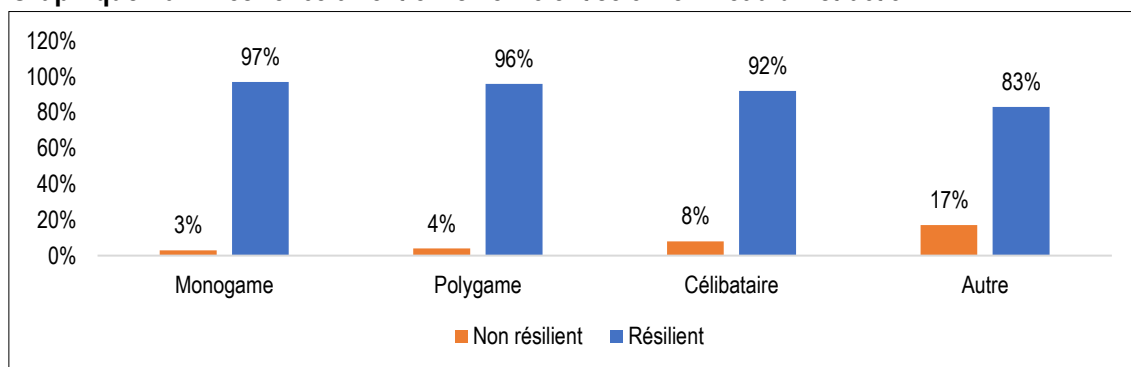
Graphique 9 : Résilience à l'extrémisme violent selon le niveau d'instruction



Source : Enquête quantitative Projet H2R, 2020

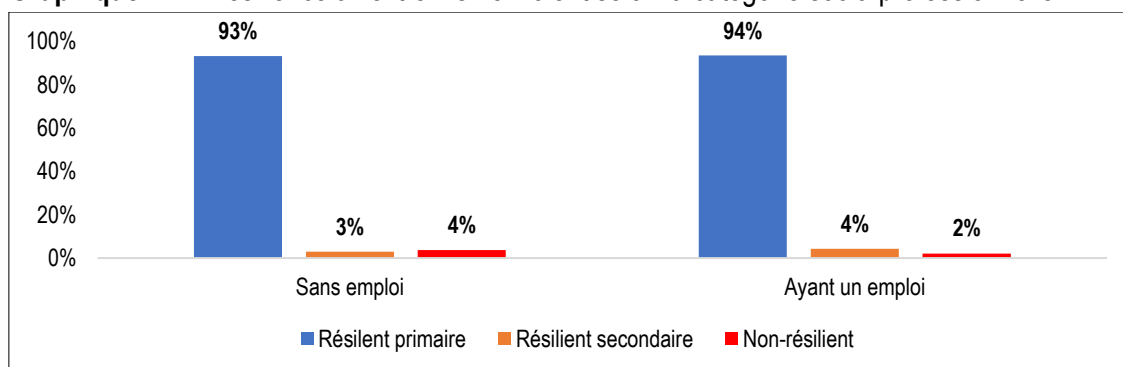
Situation matrimoniale et résilience à l'extrémisme violent. Le **graphique 10** ci-dessous montre que les jeunes vivant dans le mariage (monogamie ou polygamie) semblent être plus résilients que ceux/celles qui ne le sont pas (célibataires, divorcé, veuf/veuve, concubinage). Les responsabilités et l'aide des parents peuvent en être l'explication. Ce résultat confirme d'ailleurs les résultats de l'enquête du GRAAD Burkina en 2018 qui montrait que la famille était un important repère pour la jeunesse en développement.

Graphique 10 : Résilience à l'extrémisme violent selon le niveau d'instruction



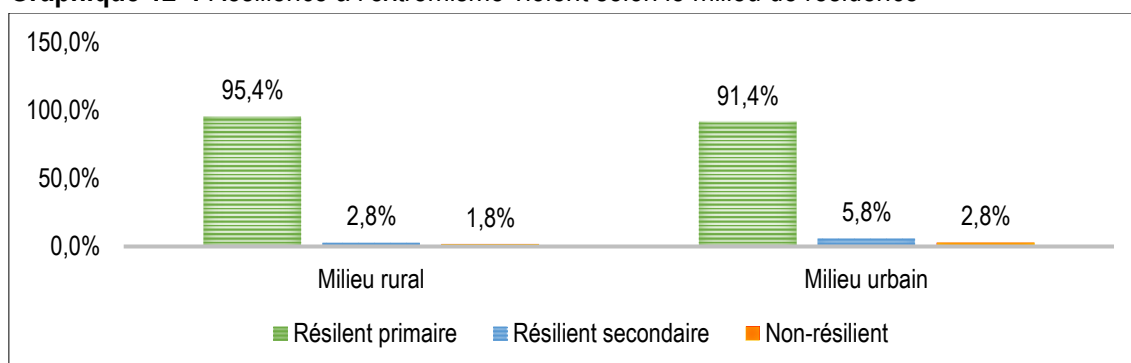
Source : Enquête quantitative Projet H2R, 2020

Chômage et résilience à l'extrémisme violent. De façon globale, les données du **graphique 11** ci-dessous semblent indiquer que l'occupation professionnelle (avoir travail) est un facteur de résilience à l'extrémisme violent. La proportion des personnes résilientes à l'extrémisme violent (94%) est un peu plus élevée que celle des personnes qui sont sans occupation (93%). En conséquence, le manque de travail ou le chômage pousse en général les jeunes vers l'extrémisme violent ou la radicalisation ; c'est d'ailleurs la thèse avancée dans les travaux de recherches théoriques et empiriques actuelles.

Graphique 11 : Résilience à l'extrémisme violent selon la catégorie socio-professionnelle

Source : Enquête quantitative Projet H2R, 2020

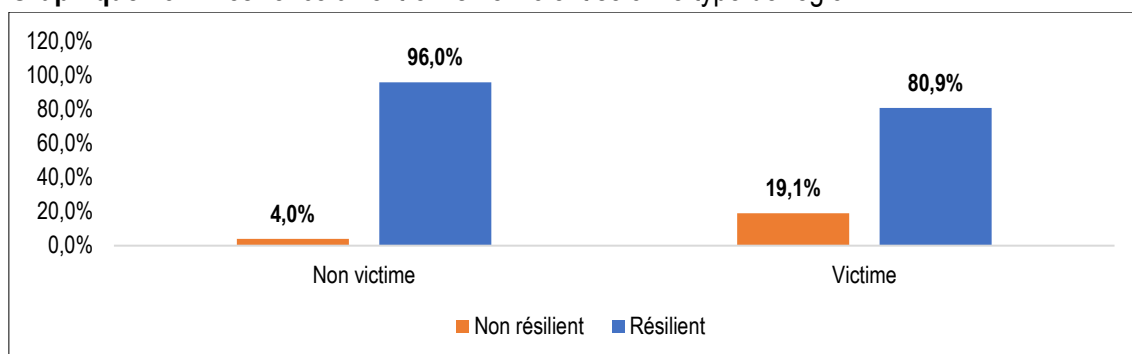
Milieu de résidence et résilience à l'extrémisme violent. Comme dans les travaux antérieurs réalisés au Burkina Faso (GRAAD Burkina, 2019), les données de cette enquête montrent que l'extrémisme violent est plus fréquent dans le milieu urbain que dans le rural. Les jeunes issus du milieu rural semblent ainsi plus résilients que ceux du milieu urbain. En effet, dans le milieu rural, cette proportion est de 95,4%, contre 91,4% pour le milieu urbain (Cf. Graphique 12). Ce résultat peut se comprendre aisément quand on considère l'influence de la présence des parentes sur la résilience des jeunes présentées plus haut.

Graphique 12 : Résilience à l'extrémisme violent selon le milieu de résidence

Source : Enquête quantitative Projet H2R, 2020

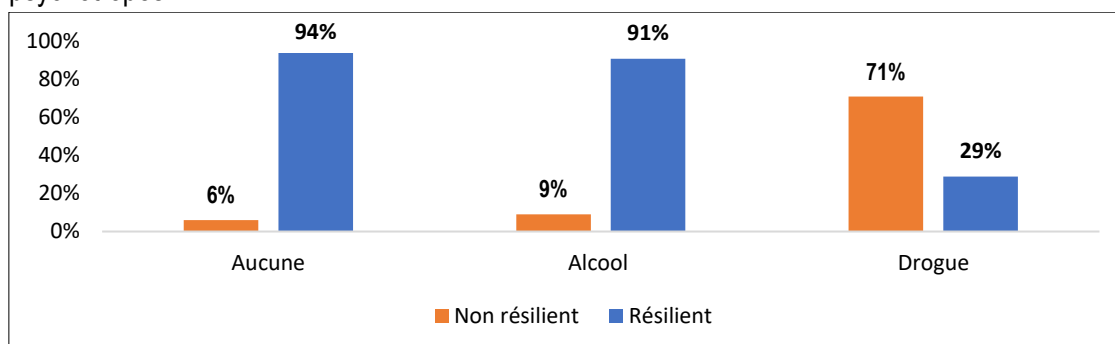
En considérant les deux types zones frappées selon l'ampleur du terrorisme, les enquêtes révèlent que les auteurs d'actes d'extrémismes violents sont repartis de façon quasi-égalitaire entre les zones épargnées comparativement aux zones frappées par le terrorisme (Sahel, Nord et Est).

Victime de violence et résilience à l'extrémisme violent. Les jeunes victimes de violence semblent plus impliqués dans l'extrémisme violent que ceux/celles qui ne le sont pas. La proportion des jeunes auteurs d'actes d'extrémisme violent est en effet relativement plus élevée au sein des jeunes victimes : elle est de 19,1% contre 4% pour les jeunes non-victimes (Cf. Graphique 13).

Graphique 13 : Résilience à l'extrémisme violent selon le type de région

Source : Enquête quantitative Projet H2R, 2020

Consommation de substances psychotropes et résilience à l'extrémisme violent. En comparant les jeunes qui ne consomment aucune substance psychotrope à ceux/celles qui en consomment, notamment la drogue, la proportion des personnes non-résilientes augmente très fortement d'une catégorie à une autre : elle passe en effet de 6% (pour les non-consommateurs de substances psychotropes) à 71% (pour les personnes qui en consomment). Pour ceux/celles qui consomment uniquement l'alcool, cette proportion est de 9% (Cf. Graphique 14). Renforcer les politiques et les moyens de contrôle de la circulation des substances psychotropes peut constituer donc une action pertinente pour le maintien ou la construction de la cohésion sociale.

Graphique 14 : Résilience à l'extrémisme violent selon la consommation de substances psychotropes

Source : Enquête quantitative Projet H2R, 2020

Profil type du burkinabè résilient.

En considérant l'ensemble des données ci-dessus analysées, le jeune burkinabè résilient est généralement une femme ayant un emploi (formel ou non) avec un niveau d'éducation relativement élevé. Il est en général un jeune-adulte vivant en milieu rural qui ne consomme pas de substances psychotropes et vit en général dans un couple monogame (Cf. Tableau 13 et graphiques 6 à 14).

4.3.2. Effets des facteurs explicatifs sur la résilience à l'extrémisme violent

De façon globale, une dizaine de facteurs est identifiée dans cette recherche. Il s'agit des caractéristiques socioéconomiques des enquêtés (Age, sexe, situation matrimoniale, niveau d'instruction, taille du ménage), de l'indice de la cohésion sociale et de ses sous-dimensions (selon la définition retenue par le Gouvernement du Burkina Faso), le fait d'être déjà victime d'actes

d'extrémisme violent, le milieu de résidence, la consommation de substances psychotropes et le manque d'emploi.

Les détails sur les statistiques descriptives de ces variables sont déjà présentés dans les points ci-dessus avec une analyse sur le niveau de résilience. Le **tableau 13** ci-dessous résume les données statistiques de ces mêmes variables selon que l'individu soit auteur de violence ou non-auteur de violence, ou plus clairement non-résilient ou résilient.

Tableau 13 : Statistiques descriptives des variables

Variable	Description	Moyenne			
		Globale	Non résilient	Résilient	Différence
Cohésion sociale	Indice	0,78	0,73	0,78	- 0,05***
Tolérance	Indice	0,78	0,69	0,79	- 0,10***
Inclusion	Indice	0,57	0,55	0,57	- 0,01
Respect et diversité	Indice	0,93	0,86	0,94	- 0,07***
Confiance	Indice	0,34	0,41	0,34	0,07**
Paix durable	Indice	0,97	0,95	0,97	- 0,02***
Perception cohésion sociale de l'environnement	Indice	0,71	0,60	0,71	- 0,11***
Age de l'enquêté.e	Nombre d'années	25,20	24,66	25,23	- 0,57
Taille du ménage	Nombre de personnes	8,07	7,57	8,10	- 0,53
		Fréquence			
Victime de violence	1=Victime ; 0 sinon	16%	48%	14%	34%***
Milieu de résidence	1=Rural		5%	95%	
	2=Urbain		9%	91%	
Sexe	1=Homme		8%	92%	
	2=Femme		4%	96%	
Consommation de substances psychotropes	1=Aucune		6%	94%	
	2=Alcool		9%	91%	
	3=Drogue		71%	29%	
Niveau d'instruction	0=Aucun		5%	95%	
	1=Primaire		5%	95%	
	2=Secondaire		9%	91%	
	3=Supérieur		5%	95%	
Occupation	1=Sans occupation		7%	93%	
	2=Occupation		6%	94%	
Situation matrimoniale	1= Monogame		3%	97%	
	2= Polygame		4%	96%	
	3= Célibataire		8%	92%	
	4=Autre		17%	83%	

Source : Enquête quantitative Projet H2R, 2020

Modélisation économétrique de la résilience à l'extrémisme violent des jeunes

L'analyse statistique a révélé un certain nombre de résultats portant sur les facteurs favorables ou défavorables à la résilience des jeunes à l'extrémisme violent. À la lumière de ces conclusions et des orientations de la littérature, il est possible d'approfondir l'analyse afin d'identifier les facteurs déterminants. Dans cette section, l'objectif est de procéder à cette identification à l'aide d'un modèle adapté.

L'analyse du maintien des jeunes hors de la violence extrémiste peut être approximée par une analyse de probabilité de réalisation d'un événement ou d'un fait social (la résilience ou la non-résilience). Dans ce sens, la question qui se pose est la suivante : face à la violence, les jeunes sont-ils résilients ou non-résilients ? Dans ce type de configuration, le fait social qui est la résilience peut être analysé par un modèle probabiliste, notamment le modèle Logit et Probit.

Dans ces modèles, la variable à expliquer est une variable binaire qui prend la valeur 1 si le jeune est résilient et 0 si non. Comme mentionné plus haut, dans ce type d'analyses, les formes fonctionnelles appropriées sont les modèles dichotomiques (Probit, Logit). Ces modèles estiment la probabilité de survenu de l'événement "la variable dépendante prend la valeur 0 ou 1". Partant des travaux des auteurs (Droesbeke *et al.*, 2005 ; Rahm et Huffman, 1984 ; Hausman et Wise, 1978), on peut choisir indifféremment un modèle Logit ou Probit. Le premier ayant l'avantage d'une plus grande simplicité numérique, il est retenu dans cette analyse. Ce modèle pose l'hypothèse que les erreurs suivent une loi logistique.

La régression logistique ou modèle Logit est un modèle de régression binomiale. À l'instar de tous les modèles de régression binomiale, il s'agit de modéliser au mieux un modèle mathématique simple à des observations réelles nombreuses. En d'autres termes, il s'agit d'associer à un vecteur de variables aléatoires (x_1, x_2, \dots, x_k) une variable aléatoire binomiale génériquement notée y .

À l'instar de la plupart des modèles connus, le modèle Logit est fondé sur un principe et un but de prédiction du comportement d'un fait social donné. De manière pratique, à partir des observations de la survenue et/ou de la non survenue d'un événement comme la résilience ou non à l'extrémisme violent, le modèle permet d'en déduire les principaux déterminants et le sens de leur effet sur le phénomène à expliquer.

Soit Y la variable à prédire (variable expliquée) et $X = (x_1, x_2, \dots, x_j)$ les variables prédictives (variables explicatives). Dans le cadre de la régression logistique binaire, la variable prend deux modalités possibles $\{1|0\}$. Les variables X_j sont exclusivement continues ou binaires.

Soit un ensemble Ω de n échantillons, comportant respectivement les effectifs $n_1(n_0)$ observations correspondant respectivement à la modalité 1(0) de Y .

$P(Y = 1)$ respectivement $(P(Y = 0))$ est la probabilité a priori pour que $Y = 1$ (respectivement $(Y = 0)$). Pour simplifier, cela sera par suite noté $p(1)$ (respectivement $p(0)$).

$p(X|1)$ respectivement $p(X|0)$ est la distribution conditionnelle des X sachant la valeur prise par Y .

La probabilité a posteriori d'obtenir la modalité 1 de Y (respectivement 0) sachant que la valeur prise par (X) est notée $p(1|X)$ (respectivement $p(0|X)$).

À partir d'un fichier de données, il s'agit finalement d'estimer les coefficients b_j de la fonction Logit. Il faut noter qu'il est très rare de disposer pour chaque combinaison possible des X ($j = 1, \dots, J$) même si ces variables sont toutes binaires, de suffisamment d'observations pour disposer d'une estimation fiable des probabilités notées $p(1|X)$ (respectivement $p(0|X)$). La méthode des moindres carrés ordinaire est exclue. La solution passe donc par une autre approche dite de la maximisation de la vraisemblance. Ce modèle fait l'hypothèse que les erreurs suivent une loi logistique.

La probabilité d'appartenance d'un individu ω à un groupe, qu'on peut également voir comme une contribution à la vraisemblance, peut être décrite de la manière suivante :

$$P(Y(\omega) = 1|X(\omega))^{Y(\omega)} \times [1 - P(Y(\omega) = 1|X(\omega))]^{1-Y(\omega)}$$

La vraisemblance d'un échantillon Ω s'écrit alors :

$$L = \prod_{\omega} P(Y(\omega) = 1|X(\omega))^{Y(\omega)} \times [1 - P(Y(\omega) = 1|X(\omega))]^{1-Y(\omega)}$$

Les paramètres $b_{j(j=0,\dots,J)}$ qui maximisent cette quantité sont les estimateurs du maximum de vraisemblance de la régression logistique.

Dans la pratique, les logiciels utilisent une procédure approchée pour obtenir une solution satisfaisante de la maximisation de vraisemblance. Ce qui explique d'ailleurs pourquoi ils ne fournissent pas toujours des coefficients strictement identiques. Les résultats dépendent de l'algorithme utilisé et de la précision adoptée lors du paramétrage du calcul. Pour les analyses, le logiciel STATA.15 a été principalement utilisé.

Dans la pratique, l'analyse faite dans le cadre de cette recherche distingue deux groupes de jeunes : les jeunes résilients parce qu'ils n'ont pas sombré dans la violence (**résilience primaire**), et les jeunes non-résilients parce qu'ils ont été déjà auteurs de violences à un moment donné de leur vie. Une bonne lecture et une bonne compréhension des résultats doivent donc tenir compte de cette catégorisation.

En prenant en compte tous ces paramètres, les résultats de l'estimation économétrique du modèle sont présentés dans le **tableau 14** ci-dessous. De façon globale, six facteurs sont identifiés comme ayant un effet statistiquement significatif sur la résilience des jeunes burkinabè à l'extrémisme violent. On distingue ainsi des :

- **Facteurs favorables à la résilience**

Le sexe et l'indice de cohésion sociale associé à l'enquêté.e sont les deux facteurs favorables à l'extrémisme violent. En clair, la probabilité pour qu'un jeune soit résilient augmente significativement au seuil de 1% avec l'indice de cohésion sociale. Cela va de soi car, un indice de cohésion sociale élevé implique que ce jeune dispose d'une forte capacité de tolérance, de respect et d'acceptation de la diversité, etc. Ce résultat permet de conclure que la cohésion peut être effectivement une puissante arme pour construire ou renforcer la résilience des jeunes à l'extrémisme violent. Les résultats confirment qu'elle est une option stratégique de politique pour contenir/maintenir ou faire sortir les jeunes de l'extrémisme violent.

Les résultats montrent également que lorsque l'on passe d'un jeune de sexe masculin à un jeune de sexe féminin, la probabilité qu'elle soit résiliente augmente significativement au seuil de 5%. Cela implique que les jeunes filles semblent donc plus résilientes que les jeunes garçons. Ce résultat est lié au fait que dans le contexte du Burkina Faso, il est communément admis que les hommes fréquentent plus les milieux violents que les femmes. Ils sont aussi généralement les leaders (de ménages, d'organisations ou de structures), mais aussi les membres les plus actifs pour les revendications.

- **Facteurs défavorables à la résilience**

Quatre (04) facteurs sont identifiés dans cette recherche comme ayant un effet négatif significatif sur la résilience des jeunes à l'extrémisme violent. Il s'agit du fait d'être victime de violence extrémiste, du milieu de résidence, de la consommation de substances psychotropes notamment la drogue et du statut matrimonial.

Selon les estimations, en passant d'un jeune qui n'a pas subi de violence extrémiste à un autre qui a été victime de violence extrémiste, la probabilité pour ce dernier d'être résilient diminue significativement au seuil de 1%. Ce résultat s'aligne à la théorie du choix rationnel et celle de l'apprentissage sociale. Pour les jeunes victimes, la violence extrémiste peut être perçue comme un moyen d'auto-défense, ou une reproduction ou influence des actions des pairs ou de son environnement. Selon la théorie du choix rationnel, les jeunes usent de violence pour se protéger eux-mêmes dans les situations où ils pensent manquer de pouvoir comme et cela peut être le cas des jeunes victimes.

Le milieu urbain est aussi identifié comme un facteur négatif pour la résilience à l'extrémisme violent. En effet, en passant du milieu urbain au milieu rural, la probabilité de résilience des jeunes à l'extrémisme baisse significativement au seuil de 1%. Ce résultat mérite des investigations approfondies pour mieux comprendre ce fait.

La consommation des substances psychotropes en général, notamment la drogue est également un facteur qui peut freiner la résilience des jeunes à l'extrémisme violent. Des résultats de cette recherche, la probabilité qu'un jeune soit résilient lorsqu'il consomme la drogue baisse significativement au seuil de 1%. Les jeunes qui ne consomment pas ces substances sont les plus résilients comparativement à ceux/celles qui en consomment. Ce type de substances rime en général avec la violence. Il est de nature à faire perdre le bon sens, et sa consommation peut conduire généralement l'individu à poser des actes en dehors de son contrôle.

Comparativement aux jeunes célibataires, les jeunes en situation de concubinage, les veuves/veufs semblent être moins résilients. La probabilité pour que ces derniers soient résilients comparativement aux jeunes célibataires diminue significativement au seuil de 5%. Les prédictions de la théorie du choix rationnel et de l'apprentissage social comme énoncées plus haut peuvent justifier ce résultat.

Tableau 14 : Résultats d'estimation de la résilience à l'extrémisme violent

Variables		Coefficients	Erreurs types
IGCS		6,15***	1,02
Taille du ménage		0,02	0,02
Victime de violence		- 1,54***	0,22
Milieu de résidence	Réf. Rural		
	Urbain	- 0,69***	0,24
Sexe	Réf. Homme		
	Femme	0,62**	0,24
Consommation de substances psychotropes	Réf. Aucune		
	Alcool	- 0,32	0,26
	Drogue	- 3,24***	0,86
Catégorie d'âge	Réf. [15-20]		
]20-25]	0,40	0,29
]25-30]	0,67	0,41
]30-35]	0,52	0,38
Niveau d'instruction	Réf. Aucun		
	Primaire	0,38	0,39
	Secondaire	- 0,46	0,30
	Supérieur	0,58	0,60
Occupation	Réf. Sans occupation		
	Occupation	0,01	0,39
Situation matrimoniale	Réf. Monogame		
	Polygame	- 0,67	0,52
	Célibataire	- 0,50	0,33
	Autre	- 0,96***	0,40
Constante		- 1,79*	0,96
Wald Chi2 (19)			107,05
Prob > Chi2			0,0000
Log pseudolikelihood			- 316,06
Pseudo R²			0,20
Nombre d'observations			1 645

Source : Enquête quantitative Projet H2R, 2020

5. Grandes leçons et options de politiques pour renforcer la résilience à l'extrémisme violent

De façon globale, les analyses de contexte, statistiques et économétriques ont abouti à un certains de résultats. Ces résultats ont permis de tirer des leçons et de faire quelques recommandations synthétisées comme suit :

- **Le choix de l'État burkinabè de reconstruire un climat de paix grâce à la cohésion sociale est un choix pertinent.** En effet, les résultats du modèle Logit qui analyse les liens entre la résilience et d'autres facteurs montrent que la variable Cohésion sociale a un effet positif et significatif sur la résilience des jeunes au Burkina Faso. **Toutefois, la Cohésion sociale doit être pensée indépendamment des épisodes de crise. Par ailleurs, l'État burkinabè (les États du G5-Sahel) devrait nécessairement avoir une idée précise de la cohésion sociale avant d'agir.**

Sur ce point, les résultats des analyses montrent que le niveau de la cohésion sociale peut même être élevé dans des situations de conflits extrémistes ou de crises/ catastrophes naturelles graves. Dans ce sens, il est impératif de concevoir et de mettre rapidement en œuvre des instruments fiables de mesure de la cohésion sociale. Les avantages sont nombreux : par exemple le suivi-évaluation pour une plus grande efficacité de l'action publique.

- **Améliorer la cohésion sociale accroît les chances de renforcer la résilience face au risque de basculement dans l'extrémisme violent.** En effet, malgré le ressenti général de son effritement, la cohésion sociale reste relativement élevée au Burkina Faso. En effet, la recherche donne un niveau global de cohésion sociale de 0,78 sur une échelle de 0 à 1. Le minimum enregistré est de 0,30.

Pour construire ou reconstruire la cohésion sociale et en cas de choix, il faut prioriser les politiques, stratégies, projets ou programmes ciblant la construction ou la reconstruction des valeurs de **tolérance, de respect, de la diversité. La confiance en l'État et de l'inclusion socioéconomique peuvent être des objectifs de second rang.**

Les données de la recherche ont montré en effet que la tolérance, le respect et la diversité ont effet positif significatif sur la cohésion sociale. **La confiance en l'État et l'inclusion socioéconomique jouent négativement sur la cohésion sociale. Cependant, les effets ne sont pas significatifs.**

- **Par ordre d'importance, ce sont les variables « confiance en l'État », « inclusion socioéconomique » et « tolérance sentie au niveau local » qui réduisent l'Indice global de la cohésion sociale.** Ce résultat suggère de renforcer les politiques de lutte contre l'incivisme, la stigmatisation, la corruption et la drogue pour améliorer la gouvernance administrative. Il faut aussi alléger les procédures et réduire les délais d'édition ou d'émission de certains dossiers administratifs. Le résultat implique également

de mettre en place une politique de modernisation et de promotion des métiers traditionnels locaux (à contextualiser selon les réalités régionales).

- **Dans le contexte actuel, deux principaux facteurs permettent d'agir efficacement sur la Cohésion sociale. Ce sont : la tolérance, le respect et la diversité.** En effet, les données d'estimation du modèle Logit montre que ces facteurs ont un effet positif et significatif sur la cohésion sociale.
- **Le statut de victime de violences (subies) réduit la capacité de résilience face au risque de basculement dans l'extrémisme violent.** Ce constat appelle à la mise en place d'un mécanisme d'écoute et de prise en charge psychologique des personnes déplacées internes (PDI), mais aussi des Forces de défense et de sécurité (FDS) engagées dans lutte contre l'extrémisme violent. Il faut s'attendre si non à une autre génération d'extrémistes/terroristes (assurer aux PDI une protection et une assistance juridique). Le résultat recommande également de redynamiser les centres d'écoute des jeunes et les doter de personnel pluridisciplinaire compétent.
- **A court terme, pour la mise en œuvre d'action de construction de la résilience, les hommes doivent être ciblés en premier.** Les femmes doivent être surtout engagées dans une perspective de moyen et long terme en tant qu'éducatrices de l'enfant, surtout du garçon. Selon les données statistiques et économétriques, les femmes semblent plus résilientes à l'extrémisme violent.
- **La mesure et le suivi régulier du niveau de cohésion sociale est impératif pour une gouvernance efficace de la question.** En cela, la production continue de statistiques actualisées s'impose. Dans l'immédiat, il faut doter les observatoires existants (ONAPREGECC, ONAFAR) en équipements et en ressources conséquents pour le fonctionnement.
- **D'un autre côté, il faut également repenser l'analyse statistique en ce qui concerne l'extrémisme violent.** L'analyse statistique dans un contexte d'extrémisme violent doit aller au-delà de la loi des grands nombres. Elle doit nécessairement intégrer une analyse fine des statistiques touchant les réponses d'apparence faibles en termes de fréquences. Dans cette recherche, il ressort que la proportion des jeunes extrémistes violents est relativement faible. Cependant, l'impact de leurs actes sur le cours de la vie de l'ensemble est incommensurable.
- **Les partenaires techniques étatiques clés pour la cohésion sociale et la résilience sont : le ministère en charge de culture, le ministère en charge de l'éducation et le ministère en charge de la recherche.** Selon les résultats de la recherche, l'adolescence est période de fragilité du jeune. A cette période, son esprit semble très influençable aux idées et valeurs extérieures. Sur ce point, en milieu rural, le Ministère de la Culture pourrait

travailler à revaloriser les cérémonies traditionnelles de passage à l'âge adulte pour les adolescents déscolarisés durablement. En milieu urbain, ces jeunes peuvent être récupérer dans les formations de métiers (Ministère en charge de l'éducation). La recherche produit les évidences pour proposer des alternatives.

- **Les programmes d'action et d'urgence dans les zones à conflits extrémistes d'un certain niveau sont une erreur.** Une stratégie alternative d'extension du PUS pouvait être envisagée sans suivre nécessairement, l'onde de propagation de la crise terroriste. Le niveau de violence atteint empêche la pénétration d'actions de type économique. Dans ce cas et pour un certain temps, l'action militaire semble être la meilleure solution, du moins, pour un certain temps.

Pour être efficace et avoir un effet plus grand sur la résilience à l'extrémisme violent, il est plus pertinent de développer la cohésion sociale dans les régions encore plus ou moins paisibles. Sans négliger le Sahel, le département en charge de la cohésion devrait consacrer beaucoup plus d'énergie dans les régions non encore en crise terroriste grave. A titre illustratif, il pourrait s'investir à 40% dans les régions de crise intense et 60% dans les autres régions. Le principe est simple et peut se comprendre aisément. En plein tremblement de terre, il est impossible de construire une maison qui tienne. Le faire avant offre plus de chance de résistance.

Bibliographie

- BAD. (2019). *Performances macroéconomiques en Afrique et perspectives*. Dakar: Banque Africaine de Développement. Récupéré sur https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/2019AEO/AEO_2019-FR-CHAP1.pdf
- Banque-Mondiale. (2016). *Inclusion économique et sociale pour la prévention de l'extrémisme violent*. Washington DC 20433: Banque Mondiale. Bulletin d'information de la région du MENA.
- Banque-Mondiale. (2017). *Base de données 2017*. Washington: Banque Mondiale. Récupéré sur <https://www.banquemondiale.org/fr/country/burkinafaso>
- Berger, J. M. (2017). Countering Islamic State Messaging Through "Linkage-Based" Analysis. *The International Centre for Counter-Terrorism – The Hague* 8, no. 2, 3-23. Récupéré sur <https://icct.nl/wp-content/uploads/2017/08/ICCT-Berger-Countering-IS-Messaging-Aug-2017-1.pdf>
- CEIDES. (2017). *Séminaire régional pour la prévention de l'extrémisme violent en Afrique Centrale et dans le Bassin du Lac Tchad*. Yaoundé: CEIDES.
- Coleman, P. T., & Bartoli, A. (s.d.). Addressing Extremism. *White Paper, The International Center for Cooperation and Conflict Resolution, Colombia University*, 13.
- Collovald, A., & Gaïti, B. (2006). Questions sur une radicalisation politique. Dans A. Collovald, & B. (. Gaïti, *La démocratie aux extrêmes* (pp. 19-45). Paris: La Dispute.
- GRAAD-Burkina. (2019). *Jeunes et stratégies de résilience à la violence et à la criminalité*. Ouagadougou: GRAAD Burkina.
- Hagberg, S., Kibora, L. O., Barry, S., Cissao, Y., Gnessi, S., Kaboré, A., . . . Zongo, M. (2019). *Sécurité par le bas : Perceptions et perspectives citoyennes des défis de sécurité au Burkina Faso*. Uppsala Papers in Africa Studies.
- Hausman, A., & Wise, D. A. (1978). A Conditional Probit Model for Qualitative Choice: Discrete Decisions Recognizing Interdependence and Heterogeneous Preferences. *Econometrica*, 46(2), 403-426.
- Larsen, J. E. (2009). *Les jeunes en Afrique de l'Ouest et du Centre - les tendances, les priorités, les investissements et les partenaires*. Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre de l'UNICEF.
- Macours, K. (2009). Increasing Inequality and Civil Conflict in Nepal. *Oxford Economic Papers*.
- May, J. F., & Guengant, J.-P. (2014). Les défis démographiques des pays sahéliens. *Études*(6), 19-30. Récupéré sur http://www.inter-reseaux.org/IMG/pdf/GDS59_demographie.pdf
- Rahm, M. R., & Huffman, W. E. (1984). The Adoption of Reduced Tillage : The Role of Human Capital and Other Variables. *American Agricultural Economics Association*(66), 405-413.
- UNDP. (2017). *Journey to Extremism in Africa: Drivers, Incentives and the Tipping Point for Recruitment*. New York: United Nations Development Programme.
- UNICEF. (2017). *Section Données et analyses : bâtir un avenir sans le mariage d'enfants ; accent mis sur l'Afrique de l'Ouest et du Centre*. New York: UNICEF.

Annexes

Annexe 1 - Résultats d'estimation : effet des dimensions de cohésion sociale sur la résilience à l'extrémisme violent

```
. logit Jresilient INDICE_tolerance INDICE_Inclusion-INDICE_Paix i.Cat_Age4 Taille Vict
> ime_Violence i.Type_milieu Sexe i.Cons_substce i.Education i.Occupation i.Statut_Matr
> imo, vce(robust)
```

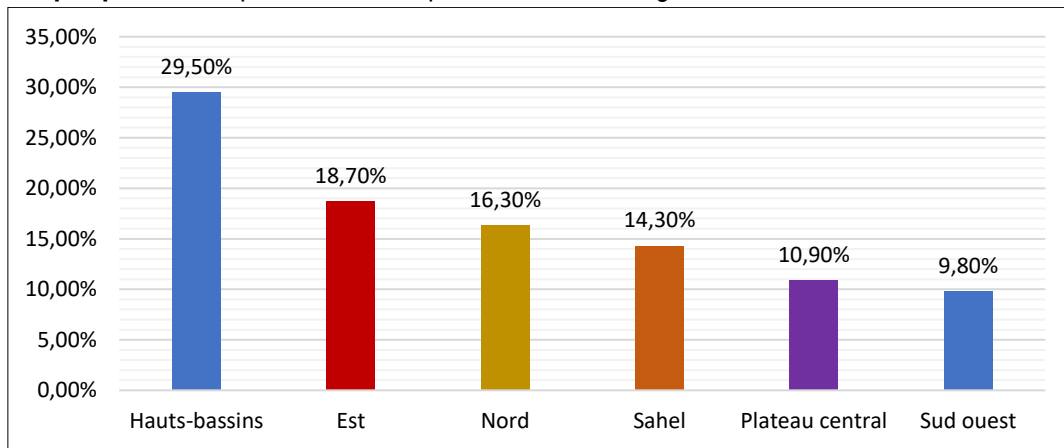
```
Iteration 0: log pseudolikelihood = -393.16698
Iteration 1: log pseudolikelihood = -348.59839
Iteration 2: log pseudolikelihood = -337.12896
Iteration 3: log pseudolikelihood = -308.22602
Iteration 4: log pseudolikelihood = -307.72768
Iteration 5: log pseudolikelihood = -307.72639
Iteration 6: log pseudolikelihood = -307.72639
```

Logistic regression	Number of obs	=	1,645
	Wald chi2(21)	=	143.14
	Prob > chi2	=	0.0000
Log pseudolikelihood = -307.72639	Pseudo R2	=	0.2173

Jresilient	Coef.	Robust Std. Err.	z	P> z	[95% Conf. Interval]	
INDICE_tolerance	2.990591	.6415183	4.66	0.000	1.733239	4.247944
INDICE_Inclusion	.0146355	.3242418	0.05	0.964	-.6208667	.6501377
INDICE_RespDiver	1.152274	.4907314	2.35	0.019	.1904581	2.11409
INDICE_Confiance	-.2038001	.4138599	-0.49	0.622	-1.014951	.6073504
INDICE_Paix	6.265487	1.840021	3.41	0.001	2.659112	9.871862
Cat_Age4						
]20-25]	.4612528	.303711	1.52	0.129	-.1340098	1.056515
]25-30]	.8589817	.4409275	1.95	0.051	-.0052203	1.723184
]30-35]	.7199031	.3933204	1.83	0.067	-.0509908	1.490797
Taille	.0237716	.0228797	1.04	0.299	-.0210718	.068615
Victime_Violence	-1.596711	.2253843	-7.08	0.000	-2.038456	-1.154966
Type_milieu						
milieu urbain	-.6071027	.2552324	-2.38	0.017	-1.107349	-.1068565
Sexe	.545454	.2524815	2.16	0.031	.0505993	1.040309
Cons_substce						
Alcool	-.2656847	.265614	-1.00	0.317	-.7862786	.2549092
Drogue	-3.063409	.9368534	-3.27	0.001	-4.899608	-1.22721
Education						
Primaire	.4157325	.3913697	1.06	0.288	-.3513381	1.182803
Secondaire	-.383345	.305338	-1.26	0.209	-.9817966	.2151066
Supérieur	.7927387	.5874021	1.35	0.177	-.3585483	1.944026
2.Occupation	.1015798	.4114505	0.25	0.805	-.7048483	.9080079
Statut_Matrimo						
Polygame	-.709379	.5306835	-1.34	0.181	-1.7495	.3307414
Celibataire	-.4663771	.3394693	-1.37	0.169	-1.131725	.1989705
Autre	-1.635698	.4017829	-4.07	0.000	-2.423178	-.8482183
_cons	-6.57581	2.019842	-3.26	0.001	-10.53463	-2.616994

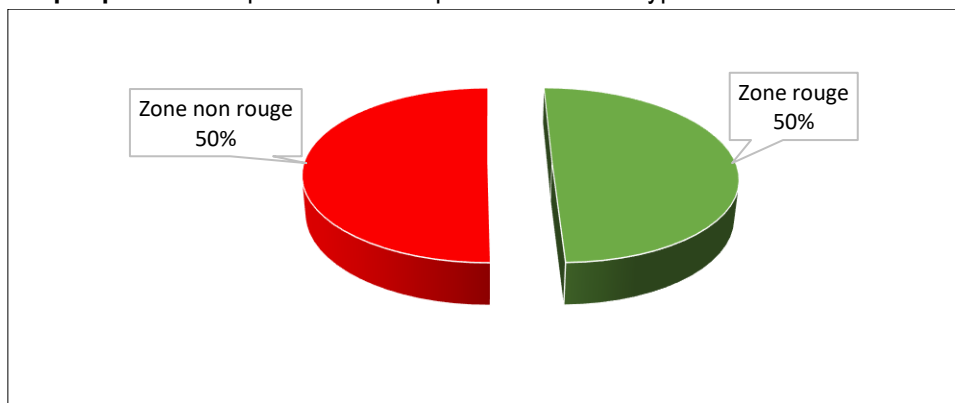
Annexe 2 : Caractéristiques de l'échantillon

Graphique 15 : Répartition des enquêté.e.s selon la région



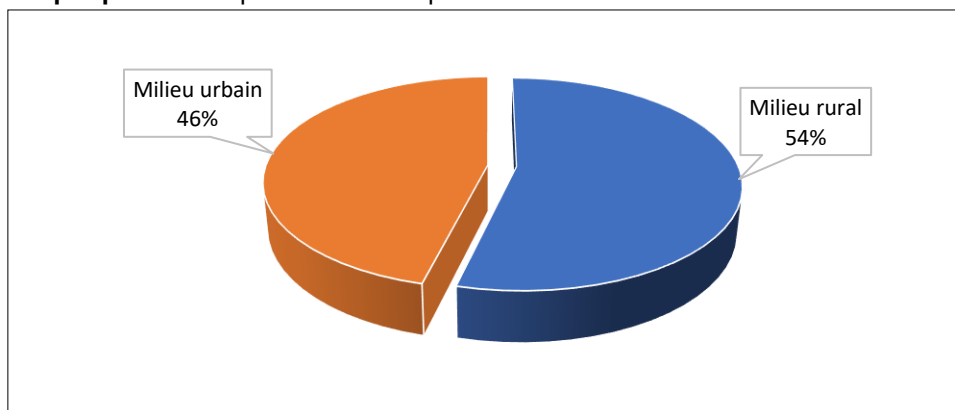
Source : Enquête quantitative Projet H2R, 2020

Graphique 16 : Répartition des enquêté.e.s selon le type de zone



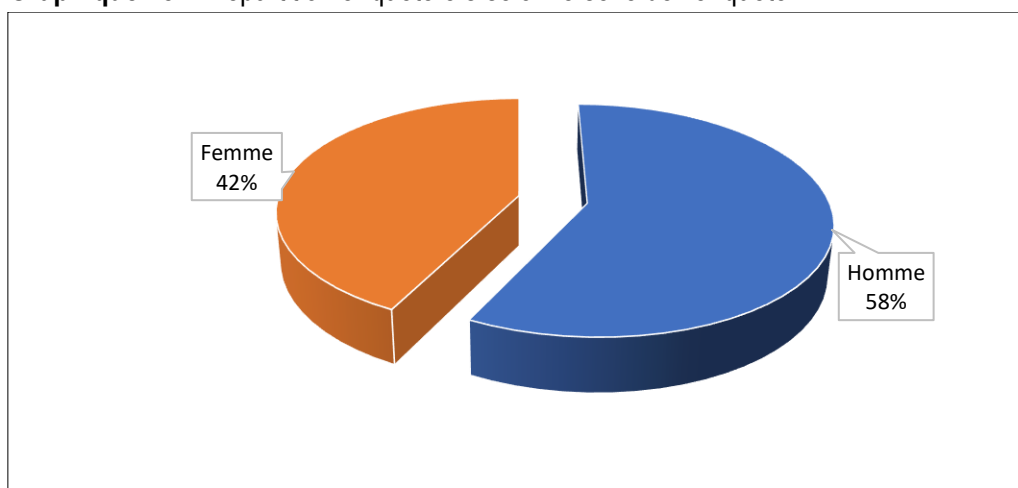
Source : Enquête quantitative Projet H2R, 2020

Graphique 17 : Répartition des enquêté.e.s selon le milieu de résidence



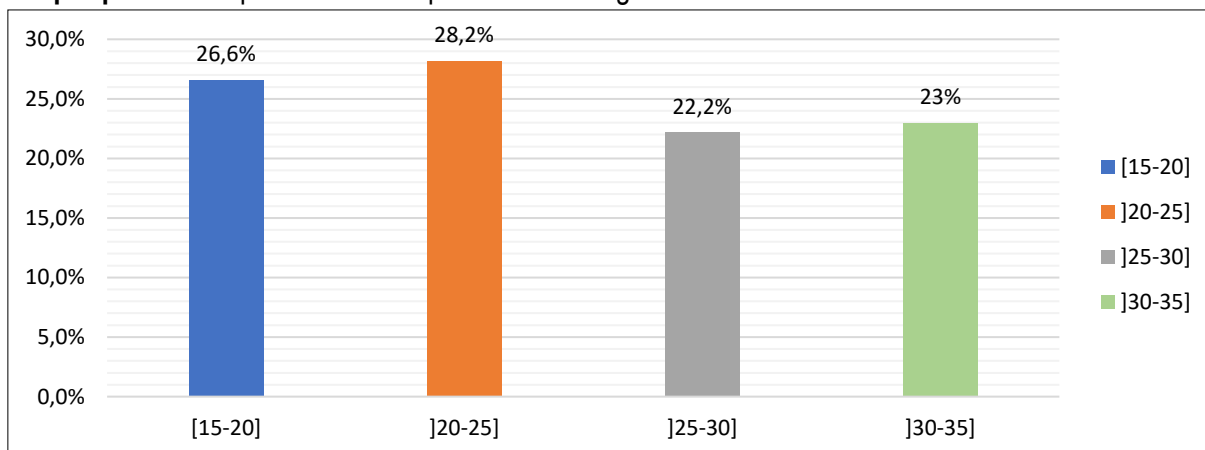
Source : Enquête quantitative Projet H2R, 2020

Graphique 18 : Répartition enquêté.e.s selon le sexe de l'enquêté



Source : Enquête quantitative Projet H2R, 2020

Graphique 19 : Répartition des enquêtées selon l'âge



Source : Enquête quantitative Projet H2R, 2020